

PUBLIE LE

- 3 AVR. 2026

**CREDIT MUNICIPAL DE ROUEN
CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE
SEANCE DU 12 MARS 2026**

**1 - VALIDATION DU P.V DU CONSEIL
D'ORIENTATION ET DE
SURVEILLANCE DU 5 janvier 2026**

Rapporteur : M. Matthieu de Montchalin en l'absence du directeur général,

Mesdames, Messieurs,

Le procès-verbal du Conseil d'Orientation et de Surveillance du 5 janvier 2026 a été présenté dans les délais aux membres du COS.

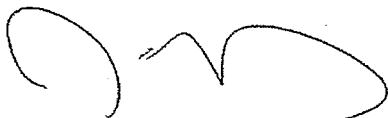
Aucun administrateur ne souhaite le voir modifié.

Sur quoi statuant, le Conseil d'Orientation et de Surveillance adopte le procès-verbal du précédent Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Pour : 6
Contre : 0
Abstention : 0

Fait à Rouen, le 12 mars 2026

Le Vice-Président
du Conseil d'Orientation et de Surveillance



Matthieu de Montchalin

Pour extrait conforme

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

PROCES-VERBAL

Séance du 05/01/2026

(15h30, en visio)

Etaient présents :

M. Matthieu de MONTCHALIN, Vice-Président
Mme Félicie RENON
M. Jean-Luc SCHROEDER
M. Jean de BEIR

Etaient représentés :

M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL (Pouvoir à M Matthieu de MONTCHALIN)

Etaient excusés :

M. Sylvain CANTREL
M. Thierry MASSON

Participaient aux débats :

Anne-Laure ZAÏNANE, Vacataire

La séance est ouverte à 15h37 en visioconférence, le Vice-président constate que le quorum est atteint avec 5 administrateurs présents ou représentés.

Préambule :

- L'enregistrement de la réunion du COS est proposé et accepté pour faciliter la rédaction du compte-rendu.

I. Approbation du procès-verbal de la séance du 07/10/25

Le procès-verbal de la séance précédente a été présenté aux membres du COS.

F Renon revient sur des éléments abordés lors du dernier COS pour demander des compléments d'éclairages.

- Les charges d'avocat pour l'EGECMR sont importantes alors même que le dernier est en extinction d'activité, il s'agit d'un gaspillage d'argent public
- Pourquoi un deuxième avocat ?
- Pourquoi pas de mise en concurrence des avocats ?

M de Montchalin apporte des réponses : le deuxième avocat propose une stratégie différente, dans le cadre du nouveau licenciement en cours (motif différent). Les interventions des avocats ne se cumulent pas, les dossiers sont répartis.

AL Zaïnane répond sur le sujet de la mise en concurrence. S'agissant d'une intervention d'avocat dans le cadre de procédure contentieuse, le cadre réglementaire prévoit une exonération à la mise en concurrence.

F.Renon s'interroge aussi sur l'ampleur des coûts liés à la gestion du CMR. M de Montchalin explique que les missions de la comptable publique de la DGFIP sont obligatoires. Concernant le cabinet comptable extérieur pour clôturer les comptes, il a été rendu nécessaire par le fait que le directeur général n'a pas piloté ce travail en s'appuyant sur les vacataires depuis son retour en février et finalement le directeur général a lui-même proposé avant l'été de recourir au cabinet comptable devant l'insistance de M de Montchalin pour clôturer les comptes 2024 dans des délais raisonnables.

Ce rapport est présenté pour avis

Résultat du vote :

Pour : 5

Abstention : 0

Contre : 0

La délibération est adoptée

II. FINANCES

2.1 - Projet de budget primitif 2026

Des questions sont posées par F Renon sur les frais de télécoms à laquelle il est répondu que le montant proposé pour 2026 est le même que le budget voté en 2025. Cela ne signifie pas que tout sera dépensé notamment en fonction de la date de dissolution.

F Renon interroge sur les raisons du non placement de la trésorerie. M de Montchalin indique que cela nécessite une mise en concurrence qui a été demandée au directeur général mais cela n'a pas été suivi de mise en œuvre.

F.Renon insiste sur l'ampleur du déficit alors même que l'établissement est en extinction. M de Montchalin indique que ce type de procédures, du fait de leur longueur, sont coûteuses car il y a toujours des obligations à

remplir alors même qu'il n'y a plus d'activité (cf exemple du CMR du Havre qui a été aussi dissout). Le coût des procédures contentieuses ajoute des charges lourdes pour le CMR.

Résultat du vote :

Pour : 4

Abstention : 1

Contre : 0

La délibération est adoptée

III. RESSOURCES HUMAINES

3.1- Mise en place d'un intérim du directeur général dans le cadre de la clôture des comptes

Le COS de juin 2025 a validé le recours à un cabinet comptable, lequel a travaillé en lien avec les vacataires pour transmettre une proposition au commissaire aux comptes, ce qui a été fait mi-octobre.

Le commissaire aux comptes a néanmoins informé qu'il était empêché dans la finalisation de la clôture des comptes en l'absence de directeur général de l'établissement pour procéder à l'arrêt des comptes avant de les présenter pour approbation au COS. Il est nécessaire de lever les freins pour garantir la continuité de service et la mise en œuvre des obligations légales de clôture des comptes.

En effet, le directeur général est en arrêt maladie depuis le 27 octobre et à ce jour, rien ne permet de savoir si un retour sera constaté en janvier.

Or, il est nécessaire de prévoir une organisation qui permettra, le cas échéant, de clôturer les comptes dès que possible début 2026, au vu des délais déjà largement dépassés, la comptable publique nous alertant par ailleurs également sur les risques.

Ainsi, afin de répondre à la question soulevée par notre commissaire aux comptes, il est proposé de nommer, en cas d'absence du directeur général, un référent en charge d'en assumer l'intérim concernant strictement les opérations d'arrêt des comptes.

La solution la plus opérante est de confier cet intérim à un vacataire déjà en activité pour le compte de l'EGECMR, toujours dans le cadre d'une vacation, selon un barème de rémunération adapté à ce niveau de responsabilité.

Nadim Abou Kandil accepte de prendre en charge cette mission, le cas échéant, et **uniquement dans une situation d'absence du directeur général.**

Mr Schroeder demande s'il s'agit des comptes 2024 et 2025. M de Montchalin répond qu'il ne s'agit que des comptes 2024 pour l'instant, la clôture des comptes 2025 n'aura pas lieu avant environ 6 mois.

F Renon demande pourquoi ce n'est pas Mme Zaïnane qui prend cette mission. M de Montchalin indique que cette mission est en lien avec la gestion comptable qui n'est pas assurée par Mme ZAÏNANE.

Résultat du vote :

Pour : 4

Abstention : 1

Contre : 0

La délibération est adoptée

3.2- Prolongation des vacances

Cette délibération prolonge les modalités préexistantes mais en prenant en compte la décision de la délibération 3.1 sur l'interim de la clôture des comptes, avec un tarif de vacation spécifique sur cette mission qui ne représentera pas un volume horaire important mais constitue une prise de responsabilité.

Résultat du vote :

Pour : 4

Abstention : 1

Contre : 0

La délibération est adoptée

La séance est clôturée à 16h45

Fait à Rouen, le 5 janvier 2026

Le Vice-Président

du Conseil d'Orientation et de Surveillance

Matthieu de Montchalin